



uniterre

DECEMBRE 2020

N° 5 65<sup>e</sup> ANNEE

JAB 2518 NODS

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

LA BETTERAVE  
OTAGE DU SYSTEME

JOURNÉE MONDIALE  
DE L'ALIMENTATION  
LES POINTS FORTS

REALITE  
LE BIO EST-IL SOCIAL?

# LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT

# LA VALEUR DES CHOSES

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Ce journal fait écho à des conférences et ateliers qui se sont déroulés le 16 octobre dernier lors de la journée mondiale de l'alimentation. Les écueils du système agricole et alimentaire mondial et Suisse ont été mis en lumière: Tout d'abord la concentration du pouvoir aux mains de l'agroalimentaire et de la grande distribution; le manque de transparence et l'inégale répartition des marges tout au long de la filière. Cette inégalité est renforcée par le fait que la grande distribution contrôle certaines voire toutes les étapes de la transformation et de la distribution. Les faitières négocient de grands volumes à des acheteurs qui tiennent le couteau par le manche. Il est en effet difficile d'exiger des prix plus élevés pour les paysan.ne.s lorsque que vous dépendez du bon vouloir d'un ou deux acheteurs qui de surcroît décident des volumes qu'ils sont prêts à commercialiser.

Les paysan.ne.s cultivent et/ou élèvent conformément aux réglementations, ils s'astreignent à produire selon des cahiers des charges stricts, qui soit dit en passant, posent des exigences qui contredisent la diversité du vivant: fruits, légumes et céréales standardisés, animaux devant atteindre un poids et une qualité de viande déterminés et du lait qui doit contenir des pourcentages définis de matière grasse et protéines! Tout écart par rapport à ces critères est sanctionné par une baisse du prix au producteur.trice.

Pourtant la nature, c'est le contraire de la standardisation et de l'homogénéité. Mais c'est ce dont l'industrie a besoin et toute l'agriculture s'efforce à la satisfaire, mais à quel prix?

Et justement, parlons de prix!

Le prix payé aux paysan.ne.s est indécent! Il ne prend pas en compte le travail fourni ni les aléas qui influent sur la production (météo, ravageurs, etc.). Il est un frein à une transition vers une agriculture plus durable, mais surtout il nie le fait que les produits agricoles sont la base de nombreux emplois...sans produits agricoles, pas d'artisans transformateurs! Pas non plus de filières! Pas d'industrie alimentaire, pas de magasins...

Le travail des paysan.ne.s permet la création et le maintien de nombreux emplois. Ce seul fait devrait parler pour des prix rémunérateurs!

Il faut une répartition équitable et transparente des bénéfices tout au long de la chaîne de valeur. Un cadre doit être mis sur pied par la confédération, car selon la déclaration sur les droits des paysan.ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, la Suisse a l'obligation de tout mettre en œuvre pour renforcer la position des paysan.ne.s lors des négociations (art. 9.3) et elle doit veiller à ce que les entreprises commerciales situées sur son territoire respectent et renforcent les droits des paysan.ne.s (art. 2.5). •



JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2020  
Les droits des paysan.ne.es dans le dédale des chaînes de valeur

# LA BETTERAVE, OTAGE DU SYSTÈME

RUDI BERLI  
MARÂCHER, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La demande par la Fédération Suisse des Producteurs de Betterave (FSB) de ré-homologation provisoire du "Gauch", un néonicotinoïde fabriqué par Bayer a été rejetée le 12 novembre par l'OFAG, par contre, l'utilisation de traitements foliaires sera autorisée. Mais la discussion doit se poursuivre, d'autant plus que le cas de la betterave, placé dans le contexte d'un marché agricole globalisé, est symptomatique des tensions et des résistances que provoque la transformation nécessaire du système alimentaire.

**TOUT À LA BAISSE!** La culture conventionnelle de la betterave subit un nouveau revers. En effet, des populations importantes de cicadelles et de pucerons transmettent aujourd'hui des virus tels que le BYV ou le syndrome de basses richesses qui peuvent entraîner jusqu'à 50% de perte de rendement. On se retrouve aujourd'hui proche du rendement de la culture biologique (env. 40t/ha). Pour les contrats de culture 2021, le prix indicatif est de Fr 45.-/t. En 2020, le prix indicatif était encore de Fr 98.-/t. Il y avait 6900 producteur.trice.s cultivant 21000 ha et une production de 1.6 mio t. Les surfaces représentent aujourd'hui 17700 ha et le nombre de producteurs est passé à 4200. Si la rémunération de cette culture ne s'améliore pas, cette érosion se poursuivra, malgré une prime à la culture de Fr 2100.-/ha versée par la Confédération. Si cette tendance se poursuit, elle mettra à mal la survie financière des deux sucrières, qui devront compenser la perte des volumes par une hausse des importations.

Le prix de la betterave bio est certes aujourd'hui de Fr 150.-/t et donc plus rémunérateur, mais cette technique culturale reste anecdotique avec seulement 150 ha cultivées en Suisse. Et il y a fort à parier qu'une large reconversion bio entraînera une très forte baisse du prix. En plus, pour maintenir le volume de production minimal nécessaire aux deux usines, avec des rendements divisés par deux, il faudrait doubler les surfaces de production alors que les surfaces pour les cultures oléagineuses et fourragères en plaine sont déjà insuffisantes. Ce phénomène se trouve par ailleurs accentué par la pression constante sur le prix du lait qui a pour effet collatéral de déplacer la production laitière des régions de montagne et des collines vers la plaine.

**LES OPTIONS.** C'est donc à juste titre que la FSB réclame une égalité de traitement. Soit en mettant fin à l'importation de sucre produit à l'aide de produits phytosanitaires non autorisés en Suisse, soit en autorisant de manière temporaire l'enrobage des semences aux néonicotinoïdes. La fédération demande également que la période de transition soit utilisée pour trouver des variétés résistantes et des stratégies de lutte biologique. À cette fin, le financement de la recherche doit être augmenté et les essais intensifiés. Il est fort probable que des futures variétés résistantes aient un rendement moindre. La question de la rémunération et de la concurrence du sucre importé reste donc entière.

**MOINS MAIS PLUS SAIN.** Dans un souci d'approvisionnement de la population, la Suisse a certainement intérêt à maintenir une production sucrière. Mais les citoyen.ne.s suisses consomment actuellement plus que le double des quantités recommandées par l'OMS, ce qui a un impact important sur le diabète, les maladies cardio-vasculaires et le coût sanitaire. Son utilisation abusive dans les préparations alimentaires industrielles est liée au prix bas du sucre dont les producteurs font les frais.

**TAXE SUR LE SUCRE ALIMENTAIRE.** L'industrie agroalimentaire absorbe 85% de la demande de sucre. Une taxe de Fr 900.-/t de sucre rapporterait Fr 330 millions. De quoi allouer des primes de culture aux producteur.trice.s et financer la recherche. Il en résulterait une économie dans le secteur de la santé, la

production serait revalorisée et l'image des transformateurs serait améliorée. Et pour les consommateur.trice.s, cette taxe signifierait une augmentation de 1ct/litre de boisson sucrée. Cette mesure de taxation devrait être liée à une protection douanière à la frontière d'au moins Fr 600.-/t pour permettre de maintenir une production de betterave sucrière paysanne et rémunératrice. Il faut faire comprendre aux politicien.ne.s de tous bords, et aux différents lobbies représentés, qu'il n'y aura pas de production de betterave durable et de sécurité alimentaire sans mesures pour garantir un prix qui couvre les coûts de production et qui soit rémunérateur. Dans les mesures proposées pour sauver l'économie sucrière, le Conseil Fédéral propose aujourd'hui d'inscrire une protection minimale de Fr 70.-/t de sucre dans la loi sur l'agriculture ce qui est positif mais très largement insuffisant. Pour imposer ces taxes nécessaires et changer l'orientation de la politique agricole et alimentaire, il faut que les producteur.trice.s relayées par la défense professionnelle fassent front commun et se mobilisent. Il n'est pas tolérable que l'industrie agroalimentaire prenne en otage la production et les consommateur.trice.s suisses pour pouvoir exporter la qualité suisse au prix européen ou mondial. •

## POINT DE VUE : LA BETTERAVE A UN PRIX

SYLVIE BONVIN

Pour alimenter la réflexion, je souhaite apporter un éclairage de quelques productrices et producteurs de betteraves bio romands qui cultivent sans insecticides de synthèse.

**RENDEMENTS PLUS FAIBLES MAIS MEILLEUR PRIX.** Les rendements attendus sont tout à fait satisfaisants, malgré la pression de la jaunisse qui les a touchés aussi, mais de manière moins virulente. Le principal combat pour ces cultivateurs est la concurrence des mauvaises herbes.

Or, ces producteur.trice.s bio n'ont pas du tout l'intention d'arrêter la betterave. Les variétés qu'ils utilisent sont moins productives mais elles sont plus résistantes. Les rendements sont 50% plus bas que ceux des conventionnels, alors que leur betterave est payée trois fois plus cher. Ce prix permet de supporter les fortes variabilités de rendement que connaît naturellement cette plante.

**RÉUTILISER LE GAUCHO?** Quant à la demande de ré-homologation (que l'OFAG a rejetée le 12.11.2020), les betteraviers bio consultés préféreraient cette manière de faire plutôt qu'un remplacement par cinq épandages d'autres insecticides chimiques à proximité de leurs champs. Mais ils tiennent à préciser une chose: utiliser ce pesticide-là, c'est un peu comme si les producteur.trice.s de lait demandaient à pouvoir donner tous les jours des antibiotiques à toutes leurs vaches, au cas où, une fois, il y en a une qui aurait une mammitte. A leur avis, on ne peut plus travailler comme ça aujourd'hui.

**LE VRAI PROBLÈME, C'EST LE PRIX!** J'aimerais maintenant vous donner ma lecture personnelle de la situation. Il y a trois ans, des producteurs et productrices de betteraves voulaient arrêter à cause du syndrome de basses richesses, il y a deux ans c'était la sécheresse, l'année dernière la canicule et cette année les pucerons. Et l'année prochaine, ce sera quoi? S'il vous plaît, allons une fois au fond des choses. Il n'y a qu'un seul problème fondamental à la betterave: c'est qu'elle n'est pas du tout assez payée pour le travail et les soucis qu'elle donne. La betterave sucrière est une production de volume,

organisée en système industriel, techniquement complexe et soumise à une concurrence étrangère mortifère. Son modèle économique est un rouleau compresseur pour les producteurs et productrices suisses. Alors si nous voulons sauver la betterave, il faut d'abord et surtout nous battre pour un prix correct. La situation actuelle est extrêmement compliquée pour les cultivateur.trice.s de betteraves et nous savons qu'ils essaient de défendre, de façon légitime, leur culture et leur revenu. Mais la solution proposée ne nous semble pas du tout appropriée.

**SOUTIEN DES CONSOMMATEURS SUISSES.** Dans le débat global sur l'agriculture, les citoyen.ne.s et les consommateur.trice.s ne donnent pas toujours les bonnes réponses. Mais ils posent les bonnes questions. De la manière dont nous leur répondons dépend leur motivation à nous défendre, dépend leur envie de nous acheter notre sucre plutôt que le sucre européen. Je n'ai pas de conseil à donner aux betteraviers, mais je pense que c'est une occasion rêvée de différencier le sucre suisse de l'étranger, de faire comprendre combien les producteur.trice.s ici sont attentifs à la protection des abeilles et à la santé des enfants, raison pour laquelle ils ont besoin d'un meilleur prix pour supporter les baisses de rendement. A quelques mois d'une votation sur deux initiatives cruciales pour notre métier, ce message-là aurait très bien passé.

Ce n'est pas le puceron qui est en train de tuer la betterave suisse, mais bien le modèle économique industriel de cette culture. N'oubliez pas que le miracle viendra d'un perturbateur endocrinien qui a fait l'unanimité des scientifiques et des médecins contre lui. Je suis persuadée que c'est uniquement en différenciant notre sucre de celui des autres pays qu'on pourra maintenir cette production chez nous. Tout le reste n'est que fuite en avant et fausses promesses.

## QUELQUES CHIFFRES PRÉCIS POUR DÉCRIRE LA SITUATION :

- Les betteraviers ont eu 8 ans pour se préparer à l'interdiction du Gauch. Pourquoi la profession n'a-t-elle pas anticipé cette échéance? Les dégâts des pucerons à la betterave sont connus depuis des dizaines d'années. En deux ans supplémentaires, il sera impossible de trouver des variétés résistantes ou une parade miraculeuse.
- Il y a 1200 études scientifiques sérieuses qui décrivent et confirment la dangerosité de cet insecticide extrêmement toxique. C'est un perturbateur endocrinien et on connaît très bien les dégâts qu'il cause dans la santé humaine, en particulier sur les enfants.
- Le produit toxique est rémanent dans le sol et les cultures suivantes pendant 3 ans. Et on en retrouve des traces jusqu'à 10 kilomètres autour de la parcelle traitée. Est-ce que l'efficacité de ce produit est suffisante pour oublier ses graves conséquences? Nous estimons que non.
- La baisse de rendement annoncée par le dernier pointage des sucreries pour la récolte 2020 est de 6%. Celles-ci prévoient en effet une augmentation des rendements en Suisse allemande et une légère baisse de 6% en Suisse romande. On est donc bien loin des 50% de baisse annoncés par certains.

**EN CONCLUSION:** Nous nous permettons de mettre en doute le pouvoir du Gauch ou des traitements foliaires pour "sauver" le sucre suisse. Nous soutenons en revanche avec fermeté une meilleure protection aux frontières pour garantir à la branche un meilleur prix, la mise à disposition de fonds pour activer la recherche agronomique, voire même l'interdiction totale des importations du sucre qui serait cultivé avec des produits toxiques. •

Sylvie Bonvin, agricultrice bio, co-présidente Bio FR et présidente de Progana Romandie, députée verte Gd-Conseil FR

## SEMENCES - PRÉSERVER, SÉLECTIONNER ET UTILISER LA DIVERSITÉ

JUDITH REUSSER

PARTICIPANTE À LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Les semences sont la pierre angulaire de toute production alimentaire et agricole. Elles sont inscrites comme un droit des paysan.ne.s dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans (article 19) et exigent explicitement des États qu'ils prennent en compte les droits et les besoins des paysan.ne.s en matière de législation sur les semences. Les semences constituent également une partie importante de la biodiversité. Grâce à la sélection, la reproduction et l'échange, les paysan.ne.s du monde entier ont créé une incroyable diversité de ressources phytogénétiques au cours de milliers d'années de travail.

**L'IMPORTANCE DES SEMENCES.** Lors du panel sur les semences, le 16 octobre dernier, les invités Monika Baumann (Getreidezüchtung Peter Kunz), Chloé Berli (Gran Alpin) et Christophe Golay (Geneva Academy) ont discuté avec un public intéressé de l'importance de la diversité des semences pour l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que du rôle de la sélection, de la culture et de la transformation. La diversité des semences est d'une importance capitale car elle assure notre alimentation à long terme et permet aux plantes et donc à notre agriculture de s'adapter aux conditions environnementales, comme le changement climatique. Selon la FAO, cependant, nous avons perdu plus de 75% de la diversité des variétés dans le monde au cours des cent dernières années.

**PAYSAN.NE.S ET SEMENCES.** Alors que les paysan.ne.s des pays du Sud conservent et développent encore une grande partie de leurs semences, la sélection en Europe est principalement effectuée par des institutions publiques et des sociétés de sélection privées. Il est urgent de mieux impliquer les paysan.ne.s dans le processus de sélection. Les initiatives de sélection participative, telles que le projet "Climate Window" de l'entreprise de sélection des céréales "Getreidezüchtung Peter Kunz" et de l'Association "Gen Au Rheinau", revêtent une importance énorme à cet égard. Elles favorisent l'échange entre les sélectionneurs et les paysan.ne.s et apportent des réponses au défi du changement climatique et à la recherche de variétés biologiques adaptées au lieu.

**ESSAIS VARIÉTAUX ALTERNATIFS.** Les essais variétaux qui sont effectués actuellement avant la mise sur le marché visent principalement la culture conventionnelle dans les zones de plaine. Des études variétales différenciées seraient nécessaires pour renforcer l'agriculture biologique dans les différentes régions climatiques de la Suisse - comme les zones de montagne. Les critères actuellement appliqués doivent donc être révisés. Des systèmes alternatifs et reconnus de contrôle et certification de variétés végétales qui actuellement n'entrent pas dans la définition étroite des critères de sélection, pourraient également contribuer de manière significative au développement de la diversité des semences. Surtout dans le contexte international, la protection des variétés végétales par l'UPOV91 limite l'accès et l'utilisation des semences. La protection de la propriété intellectuelle devrait être assurée par des systèmes dits "sui generis" (caractéristiques uniques), qui exerceront moins de pression sur les systèmes de semences des paysan.ne.s.

**BRISER LE MONOPOLE.** La diversité des semences n'a d'avenir que si le monopole des grandes entreprises sur le marché des semences peut être brisé. Outre la reconnaissance et la promotion des systèmes de semences de ferme, comme le demande la Déclaration sur droits des paysan.ne.s, cela nécessite avant tout le financement d'initiatives de sélection afin que davantage d'acteurs puissent participer à la sélection des semences. En plus d'une augmentation du financement public, le panel sur les semences a également discuté de l'idée de financer le travail de sélection par une participation de tous les acteurs de la chaîne de valeur, ou par la contribution des consommateur.trice.s à hauteur d'un "pour mille" (‰) sur leurs achats de produits alimentaires. •

Judith Reusser, Politique de développement, SWISSAID.

Plus d'informations: [www.recht-auf-saatgut.ch/?lang=fr](http://www.recht-auf-saatgut.ch/?lang=fr)  
[www.fao.org](http://www.fao.org) The State of the World's Biodiversity for Food and Agriculture (2019)

## JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION:

### LE BLÉ - DU CHAMP (PAS) À L'ASSIETTE ?

KARIN SPORI

PARTICIPANTE À LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Lors de la Journée mondiale de l'alimentation de cette année, un des ateliers a traité du thème très important et préoccupant du gaspillage alimentaire à l'exemple du gaspillage du blé, plus précisément du pain.

**DES INITIATIVES CONTRE LE GASPILLAGE DU BLÉ.** L'association [foodwaste.ch](http://foodwaste.ch) a présenté quelques initiatives inspirantes qui luttent contre le gaspillage alimentaire du blé - principalement sous forme de pain: Que ce soit le "Äss-Bar", qui propose des pâtisseries fraîches de la veille dans neuf villes, ou le "Backwaren-Outlet" à Bâle, qui, grâce à son approche socio-économique, crée également une intégration professionnelle. Qu'il s'agisse de "Bread Beer", dans laquelle une partie du malte de brassage est remplacée par de la panure produite à partir de pain invendu. Ou un projet de recherche interdisciplinaire de la HES Zürich, qui vise à rendre le blé atteint de mycotoxines conforme aux exigences de la chaîne alimentaire.

**LE GASPILLAGE DU CHAMP À L'ASSIETTE.** Ces initiatives sont importantes et contribuent également à sensibiliser au problème du gaspillage alimentaire. Dans le même temps, il est important de commencer plus tôt dans la chaîne de valeur: Si l'on considère la valeur nutritionnelle du blé, plus de la moitié se perd tout au long de la chaîne de valeur. Cela est principalement dû à la surproduction et à la déclassification du blé panifiable en blé fourrager, au son de blé issu de la production de farine blanche qui n'est pas ajouté à l'alimentation humaine, et au gaspillage de pain dur du côté des consommateurs. Au sein du panel, nous avons discuté en détail des causes du gaspillage et examiné les solutions possibles. Au niveau structurel ou commercial, il faudrait être prêt à payer plus cher le blé suisse, plus coûteux à produire, plutôt que recourir à du blé importé moins cher et déclasser le blé suisse; ce qui ne ferait augmenter le prix du pain que de quelques centimes. A cela s'ajoute la nécessité de bien informer les consommateurs: de nombreuses personnes exigent une production locale de leurs aliments, mais les prix ne sont souvent pas transparents - qui reçoit combien sur un pain vendu? Si les prix étaient plus transparents, cela favoriserait la compréhension des consommateurs qui seraient plus enclins à acheter lorsque le producteur reçoit un pourcentage plus élevé du prix de vente.

**VALORISER LES SOUS-PRODUITS.** En ce qui concerne le son de blé, qui constitue la partie la plus saine du grain, une proposition intéressante a été faite, par analogie avec les mesures de réduction du sucre: dans les produits fabriqués industriellement, la quantité de sucre est progressivement réduite - de sorte que le consommateur perçoit toujours le produit comme sucré, mais il devient plus sain et prévient ainsi aussi les maladies de nos sociétés. Il a été suggéré d'ajouter progressivement du son à certains produits à base de farine blanche, ce qui rendrait les produits plus sains tout en générant moins de déchets alimentaires. Comme c'est si souvent le cas lorsqu'on aborde le sujet du gaspillage alimentaire, il faut des solutions qui commencent à différents niveaux et le courage de progresser hors des sentiers battus. •

Karin Spori, est directrice de [foodwaste.ch](http://foodwaste.ch), une organisation partenaire de l'OGG Berne.





## LES POINTS FORTS DES DISCUSSIONS

### EN MAINS FÉMININES

JOHANNA HERRIGEL  
PARTICIPANTE À LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

**T**ant au Sud qu'au Nord, ce sont surtout les femmes qui sont responsables de l'approvisionnement alimentaire et du travail lié à l'alimentation - un travail de soins de base. En même temps, dans l'industrie alimentaire et la politique agricole, les femmes ont un contrôle très limité sur les ressources et peu de pouvoir décisionnel.

**FEMMES ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.** Les femmes ont été et restent une force motrice dans les luttes pour la souveraineté alimentaire, et une perspective féministe est au centre de ces mouvements. Ce constat est ressorti très clairement lors de la Journée mondiale de l'alimentation de cette année, dans le panel "Souveraineté alimentaire: l'alternative aux chaînes de valeur mondiales?" Ce panel était composé de personnes passionnantes et militantes, presque toutes des femmes.

Geneviève Savigny, paysanne et coordinatrice de La Via Campesina Europe, a souligné que dans la perception collective de l'agriculture et des systèmes alimentaires, une lutte d'interprétation est encore nécessaire, afin que l'agriculture régénérative à petite échelle soit reconnue partout – au Sud comme au Nord - comme une véritable alternative au système alimentaire capitaliste et industriel.

**OUI DES ALTERNATIVES EXISTENT.** L'affirmation TINA ("There Is No Alternative") est fautive: aujourd'hui, 70% de la nourriture est produite par les petits paysans qui n'ont besoin pour cela que de 30% des ressources (chiffres ETC Group & FAO). L'élément central de cette alternative est qu'elle implique non seulement une méthode de production différente, mais aussi une compréhension et une pratique fondamentalement différentes de l'économie.

Le système alimentaire mondial, capitaliste et industriel, fonctionne avec des chaînes de valeur linéaires: les aliments sont produits dans un endroit, transformés ailleurs et, après plusieurs étapes, vendus au supermarché. Cela crée ce qu'on appelle des "externalités" sociales et écologiques. En revanche, les mouvements sociaux de souveraineté alimentaire utilisent le concept de réseau alimentaire des petits exploitants, ou, comme l'a expliqué Henk Hobbelink de l'ONG "GRAIN", le terme "réseau alimentaire paysan" inventé par le groupe ETC<sup>2</sup>. Cela implique l'interconnectivité et l'horizontalité, et donc une compréhension plus holistique et plus complexe de l'économie, y compris la reproduction sociale et environnementale à travers les générations. Contrairement à l'idée de la chaîne alimentaire, où la valeur n'existe que sous forme monétaire, le concept de réseau(x) alimentaire(s) permet également de prendre en compte diverses valeurs non monétaires dans la production alimentaire, telles que la qualité des sols, la qualité des relations et la biodiversité.

**NÉCESSITÉ D'AGIR À TOUS LES NIVEAUX.** Cette façon de penser et de pratiquer l'économie et l'alimentation conduit à comprendre que la solution aux problèmes actuels réside dans la transformation de la société. Ainsi, tous les membres du panel ont convenu que l'augmentation de la transparence par le biais de la collecte de données, d'informations, de labels et de normes ne peut pas être l'unique solution aux problèmes fondamentaux de l'agriculture industrielle mondiale. Par conséquent, il est plus prometteur de s'efforcer de changer la politique et l'économie agricoles en encourageant et en développant davantage les initiatives existantes qui contribuent déjà à un système alimentaire agro-écologique, c'est-à-dire équitable, durable et démocratique. Pour ce faire, il est important d'agir non seulement au niveau national, mais aussi au niveau urbain, régional et international. •

Johanna Herrigel est active au sein du réseau féministe, enseigne à l'université de Zurich et a lancé le réseau d'innovation en agroécologie urbaine (INUA) au sein du Forum alimentaire de Zurich.

## OPPORTUNITÉS ET FREINS

BERTHE DARRAS  
SECÉTAIRE D'UNITERRE

**C**omment rendre les chaînes de valeur alimentaires plus équitables? Tel était le titre du panel modéré par Nathalie Oberson et Johannes Brunner, du HAFL. Martin Pidoux, professeur à la HAFL, expert sur les questions de politique agricole et marchés, était également présent pour appuyer et challenger les réflexions. Cette thématique a été illustrée au travers de 3 projets: le Lait équitable Faireswiss, Equal Profit et Gebana. Le Lait équitable, plus besoin de vous le présenter, vous en connaissez le modèle. En revanche, voici un petit aperçu des 2 autres projets.

**EQUAL PROFIT, QUÈSACO?** Il s'agit d'un label qui se focalise sur la traçabilité et la composition du prix de produits alimentaires. L'objectif: que le profit soit distribué proportionnellement à l'effort que chaque acteur fournit tout au long de la chaîne. Cet effort est mesuré en fonction des coûts et risques engagés par chaque acteur. Le principe: plus un acteur contribue, plus il mérite de recevoir. Voici un exemple de produit certifié par Equal Profit: le café Ixpaluca. La décomposition du prix et la redistribution équitable du profit ont été calculées pour ce produit entre les différents acteurs: le producteur de café, la coopérative, le centre de conditionnement, le torréfacteur, Equal Profit et le consommateur. Pour plus d'informations, rdv sur: <https://www.equalprofit.org/>

**GEBANA.** Il s'agit d'une entreprise suisse qui fait du commerce équitable de produits biologiques depuis 1998. Comment cela fonctionne? Vous commandez en ligne, directement aux producteurs. Gebana investit dans la transformation locale et le contact direct avec les agriculteurs. Gebana a des filiales au Brésil, au Burkina Faso, en Tunisie, au Togo et au Bénin. Voici le type de produits commercialisés par Gebana: bananes, citrons, grenades, mangues, huile d'olive, café, etc. Plus d'informations sur: <https://www.gebana.com/fr/>

**APRÈS LA PRÉSENTATION** de chaque projet, nous avons discuté des opportunités et des freins rencontrés. Ensuite, nous nous sommes séparés en deux groupes: un groupe plutôt international avec les projets Gebana et Equal Profit et un groupe basé sur la Suisse avec le Lait équitable. L'objectif de ces deux groupes: identifier des pistes de solutions afin que ces modèles soient également mis en œuvre dans d'autres chaînes de valeur. Mais aussi de voir comment la Déclaration sur les Droits des paysans, sujet phare de la journée, pouvait renforcer la mise en œuvre des pistes de solutions?

Par exemple, dans le cadre de la discussion avec le Lait équitable, voici quelques ébauches de solutions qui ont été proposées:

- encourager le développement des circuits courts, épicerie locales, vente à la ferme, etc. pour favoriser des prix équitables, la transparence et renforcer le lien producteurs-mangeur;
- dans le cas où l'on veut continuer à travailler avec la grande distribution, pour que le rapport de force change et que la grande distribution paye plus justement les producteurs, deux leviers sont possibles: par le haut en mettant un cadre légal qui impose par exemple des prix minimum d'achat ou en créant un cadre de négociation dans lequel les paysan.ne.s peuvent négocier à forces égales avec les transformateurs/distributeurs. Ou par le bas, en renforçant la pression des consommateur.trice.s. Par exemple, on voit avec le Lait équitable que nombreux sont celles et ceux qui ont écrit à Coop et Migros pour demander pourquoi elles ne vendent pas encore le Lait équitable. Plus les consommateur.trice.s seront nombreux à mettre la pression, plus nous aurons de chance de les faire changer. N'oublions pas: ce sont nous, consommateur.trice.s qui avons le pouvoir!

D'ailleurs, par rapport à ces propositions, Martin Pidoux a mis en avant le tourisme d'achat, les accords de libre-échange, le marché, etc. Les discussions ont été très intenses mais très enrichissantes! En conclusion, comme l'indique la Déclaration sur les droits des paysans à l'article 16: "Droit à un revenu et à des moyens de subsistance décents ainsi qu'aux moyens de production"! Recevoir un prix équitable pour ce que l'on produit est la base! Nous continuons et continuerons à nous battre, pour que le revenu équitable devienne la norme en agriculture! •

# LES MAUX DE TERRE DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

MATHIEU GENOUD  
COMMISSION JEUNES UNITERRE,  
PARTICIPANT À LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Le cadre réglementaire actuel empêche une évolution structurelle et un accès à la terre favorables à une agriculture paysanne viable et diversifiée. L'adaptation des normes et réglementations selon les principes de l'UNDROP peut participer à y remédier.

**UN PROBLÈME FONCIER EN SUISSE?** Disparition, concentration et endettement caractérisent l'évolution structurelle agricole suisse (voir encadré). Cette situation n'est pas une fatalité mais le fruit d'une législation et réglementation et de son application par les institutions.

Avec une activité économique de moins en moins rémunératrice, le patrimoine et le foncier sont souvent tout ce qu'il reste en fin de carrière pour générer une plus-value afin d'espérer une retraite digne (et méritée). Il est ainsi difficile de céder du terrain pour de nouvelles installations à des prix pouvant être couverts par une activité agricole. Les voisin.e.s les plus grand.e.s pourront par contre, via un accès privilégié aux crédits et le soutien des commissions d'attribution, payer le prix d'un nouvel agrandissement. On comprend alors pourquoi le contexte d'accès à la terre est toujours plus difficile pour de plus en plus de repreneur.e.s potentiel.le.s.

**AINSI, QUOI QU'EN DISENT LES PRINCIPES LÉGAUX** prétendant œuvrer au maintien des entreprises familiales comme fondement d'une population paysanne forte, ici comme ailleurs, on s'achemine vers un modèle où une minorité de grands propriétaires feront travailler sur leurs terres des agriculteur.ice.s (ou des employé.e.s agricoles), dans des conditions de plus en plus précaires, pour les besoins de l'industrie agro-alimentaire.

**DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX POUR LE "DROIT À LA TERRE"** La Suisse a pourtant soutenu et signé en 2018 la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan.e.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Celle-ci, dans son article 17, reconnaît à ces personnes un "droit à la terre", individuel ou collectif leur permettant de: "s'assurer un niveau de vie suffisant, avoir un endroit où vivre en sécurité, dans la paix et la dignité, et développer leurs cultures". Ainsi, la Suisse s'est engagée à "prendre des mesures appropriées pour supprimer et interdire toutes les formes de discrimination liées au droit à la terre", et à "procéder à des réformes agraires afin de faciliter un accès large et équitable à la terre et aux autres ressources naturelles, ... , et pour limiter la concentration et le contrôle excessifs de la terre eu égard à sa fonction sociale". L'État devrait: "donner la priorité aux paysan.ne.s sans terres, aux jeunes et aux autres travailleur.euse.s ruraux" afin: "d'assurer la préservation et l'utilisation durable des terres et des autres ressources naturelles utilisées à des fins productives, notamment grâce à l'agroécologie".

**DES EXCEPTIONS VERS DE NOUVELLES NORMES.** Tel que le veut l'UNDROP, en Suisse, afin de contourner la primauté légale du droit de propriété privée, les cantons peuvent déjà se réserver le droit de "reconnaître et protéger les ressources naturelles communes et les systèmes d'utilisation et de gestion collectives de ces ressources" pour les droits d'usages coutumiers de types alpages par exemple. D'autres exceptions légales (art. 64 LDFR) permettent aussi de minimiser les difficultés d'installation. Ainsi, des fondations acquièrent des terres pour maintenir ou pérenniser des fermages sur le long terme. Elles soulagent ainsi une petite minorité de

nouve.lles.aux paysan.ne.s du poids du prix du foncier. Une étroite surveillance des conditions d'accès à ces entités non agricoles et des contrats de fermage sont toutefois nécessaires si l'on ne souhaite pas créer une "reféodalisation" des paysan.ne.s à des investisseurs déconnectés de la terre.

**CES QUELQUES EXCEPTIONS** ne changeront pas la trajectoire générale de disparition et concentration des terres agricoles. Par conséquent, si l'on souhaite promouvoir une agriculture paysanne viable et diversifiée, un long chantier de refonte du droit foncier rural doit être entrepris en parallèle d'actions pour améliorer les conditions socio-économiques du monde

## L'ÉVOLUTION STRUCTURELLE DE L'AGRICULTURE SUISSE

Au rythme de 1,1 m<sup>2</sup> par seconde depuis 1985, 76'600 hectares de terres agricoles ont été détruites sous le béton de nouvelles infrastructures. En parallèle, les terres restantes se sont concentrées entre les mains d'entreprises de plus en plus grandes et de moins en moins nombreuses: des 110'000 exploitations en 1975 il n'en reste aujourd'hui que 50'000. La surface moyenne exploitée par ferme a doublé depuis 1975 (21 hectares aujourd'hui) et les 6% de fermes les plus grandes travaillent 20% de la surface agricole utile (SAU) dont 50% n'appartient plus à des paysans actifs. Ce tableau est encore assombri par les 31'000 CHF d'endettement moyen à l'hectare (record européen) pour les propriétaires restant.e.s.

agricole. Ces changements peuvent s'appuyer sur les principes de l'UNDROP qu'il serait opportun de mettre en œuvre comme base nouvelle des futures politiques agricoles.

## POUR CE FAIRE, DES PISTES EXISTENT

Comme par exemple:

- L'octroi des mêmes droits que ceux reconnus à un.e exploitant.e à titre individuel pour des structures collectives composées entièrement de personnes actives dans la production.
- Le renforcement des droits d'usage pour que les fermier.ère.s aient accès aux mêmes prestations d'usage des terres qu'un.e propriétaire (droit de construction, paiements directs, succession etc.).
- Le droit de recréer des outils de transformation en zone agricole pour la transformation artisanale des produits paysans.
- La permission de morceler un domaine si cela permet une nouvelle installation et que le domaine morcelé n'est pas mis en danger.
- La modification des conditions de cessation de domaine en cas de reconversion pour qu'il ne soit pas automatiquement proposé aux exploitant.e.s déjà installé.e.s.
- Une ré-évaluation des aides étatiques afin qu'elles cessent de favoriser les plus grand.e.s exploitant.e.s.

Il en va de l'avenir de l'agriculture paysanne dans nos régions et plus largement! •



# SOCIAL ET ÉQUITABLE ?

INTERVIEW AVEC SALOME GÜNTER  
MATHIAS STALDER, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Le bourgeon est social et équitable, affirme le rapport annuel de Bio Suisse 2019. Salome Günter, étudiante en géographie à l'Université de Berne, a étudié cette question plus en détail dans le cadre de sa thèse de licence: Les travailleurs saisonniers d'une ferme biologique dans le Seeland ont raconté une toute autre histoire. Au cours de son engagement comme ouvrière agricole sur la ferme, elle a cherché des réponses à la question de sa thèse: Comment les conditions de travail dans la culture biologique de légumes impactent-elles la qualité de vie des travailleurs saisonniers et des chefs d'exploitation dans le Seeland ?

**MS : Social et équitable - le bio est-il vraiment mieux ?**

SG: Mieux pour qui? Pour les consommateurs, pour les travailleurs saisonniers ou pour la nature? C'est la question cruciale, car les consommateurs pensent souvent: "Ah une tomate biologique, tout est génial, tout est durable". Cependant, la durabilité se compose de trois piliers: la durabilité économique, écologique et sociale. Ce n'est que si ces trois éléments sont pris en compte et s'équilibrent sur le long terme que l'on peut parler de durabilité. Les chercheurs s'accordent à dire que l'agriculture biologique en Suisse est écologiquement plus durable que la production conventionnelle. D'un point de vue économique, les producteurs biologiques ne sont que très peu avantagés, mais ils ont aussi des coûts supplémentaires. Bien que Bio Suisse parle de "social et équitable", elle applique les mêmes normes ou exigences sociales pour ses producteurs que les exploitations conventionnelles. Pour les personnes qui travaillent dans le maraîchage, le fait que ce soit en agriculture biologique ou non ne fait aucune différence. Cela doit changer d'urgence, pas seulement pour le bio, et pas seulement pour le maraîchage, car ce sont ces hommes et ces femmes qui sont à la base de la production alimentaire.

**MS : Un des travailleurs migrants vous a dit : "Ils (les Suisses) ne veulent même pas savoir comment ça se passe ici, sur la ferme". Et vous parlez dans votre étude de la colère des travailleurs agricoles, qu'est-ce qui la nourrit ?**

SG: Ce sont l'ignorance et le manque de reconnaissance des consommateurs envers les personnes qui travaillent dans le maraîchage ou dans l'agriculture en général. Leur colère vient du fait qu'ils savent qu'un.e citoyen.ne suisse ne travaille jamais, ou rarement, comme eux dans les champs. Les travailleurs saisonniers font donc un travail que beaucoup d'entre nous ne feraient pas dans ces conditions. Même si comparativement ils gagnent plus que chez eux, ils effectuent un travail très dur physiquement pendant au moins dix heures par jour, et leur revenu saisonnier doit souvent suffire pour les mois où ils sont à la maison.

Leur colère est alimentée par le fait qu'ils reçoivent peu ou pas de gratitude de notre part. Ils voient aussi les avantages que beaucoup d'entre nous avons en Suisse. Avantages qu'ils n'ont pas, ou pour lesquels ils doivent travailler beaucoup plus dur que nous ne devons le faire.

Une jeune femme d'Europe de l'Est m'a raconté qu'une fois au magasin du village, elle n'a pas trouvé la farine et qu'elle a demandé en anglais à la vendeuse qui a fait semblant de ne pas comprendre. Puis le mari de la vendeuse est arrivé et lui a dit en anglais qu'elle devrait au moins apprendre le français. Elle a alors répondu qu'elle parlait slovaque, polonais, russe, hongrois et anglais, n'est-ce pas suffisant ?

La jeune femme m'a dit que la population suisse n'a aucune idée de qui elle est et que sans elle et ses collègues, il n'y aurait pas de légumes de la région. Les expériences négatives, le manque de gratitude apportent frustration et colère.

**MS : Vous avez travaillé à la ferme pendant deux semaines. Comment ce travail vous a-t-il affectée ?**

SG: J'étais fatiguée tous les soirs, je transcrivais juste la journée pour ma thèse de bachelor, je mangeais et me couchais. Une fois, j'ai dû mettre en place des salades pendant cinq heures et passer cinq autres heures à désherber à quatre pattes l'après-midi. La chaleur, mais surtout la monotonie de la posture de travail étaient difficiles à supporter vers la fin de la journée, le temps passait lentement. Mais comme tout le monde était dans le même bateau, c'était plus supportable. J'avais également le privilège de pouvoir reprendre mon chemin après deux semaines. Je pense que lorsqu'on prend conscience de ses privilèges, même si le travail est épuisant, sur le moment, c'est tout à fait acceptable. Mais il m'a été très difficile de mettre mon cerveau sur off et de travailler aussi vite et aussi bien que possible.

**MS : Le terme "déracinement" fait souvent référence à la situation des travailleurs migrants. Était-ce une préoccupation pour toi ?**

SG: Pas vraiment, car dans un monde globalisé, beaucoup, voire la majorité des gens, mènent un mode de vie sans ancrage. Les traditions ne jouent plus un rôle aussi important qu'il y a 100 ans, beaucoup de gens migrent ou vivent une vie transnationale. J'ai plutôt un énorme respect pour ce qu'eux et les chefs d'exploitation font chaque jour. À ce jour, je ne comprends toujours pas vraiment, comment ils peuvent supporter ces conditions de travail. C'est une chose qui me préoccupe beaucoup.

Il y a un fort désir d'être ancré à nouveau chez soi ou, dans le cas des jeunes, en Suisse. Les personnes à qui j'ai parlé viennent souvent en Suisse pour l'argent. Elles travaillent dur parce qu'elles ont une grande motivation: l'argent. Elles l'utilisent pour rénover leur maison, pour financer leurs études, pour payer l'opération de leur père ou pour réaliser leurs rêves. Elles vivent ici et maintenant, souffrent en partie des conditions de travail, mais pensent à l'argent et à son investissement.

Je me demande encore aujourd'hui: cela vaut-il la peine de quitter son foyer et sa famille pour exercer un emploi très dur dans une autre culture, "juste" pour avoir de l'argent? Car la famille, en particulier les enfants et/ou les parents, est extrêmement importante pour tous les travailleurs saisonniers. Les proches à la maison leur donnent un sentiment de proximité via les réseaux sociaux et le téléphone portable. La distance physique est réduite par la technologie, de sorte qu'ils ont l'impression de partager le gâteau d'anniversaire de leur mère avec leurs proches. Le smartphone avec Internet est donc un compagnon permanent. Pendant la pause, une jeune femme regarde son fils de deux mois dormir, un homme parle au téléphone avec sa femme et d'autres parlent avec leur mère via Skype. Bien que cette distance ait un impact négatif sur la qualité de vie des gens, elle offre également une certaine liberté, notamment pour les jeunes travailleurs saisonniers.

**MS : Dans votre travail, vous parlez aussi de structures néocoloniales, pouvez-vous nous en dire plus ?**

SG: La Suisse étant dépendante des travailleurs étrangers, la réglementation du travail avec les pays respectifs est maintenue. Les personnes qui travaillent ici manquent à l'appel chez elles, elles manquent dans des systèmes souvent instables, qui ne deviendront certainement pas plus stables lorsque les gens migrent.

**MS : Chez Uniterre, nous sommes engagés non seulement dans la durabilité économique, mais aussi dans la durabilité environnementale et sociale. Qu'avez-vous constaté à cet égard et quelles mesures doivent être prises d'urgence pour améliorer la situation des travailleurs agricoles ?**

Afin de garantir la production alimentaire à l'avenir, il est impératif d'accroître la durabilité sociale. La science doit combler le fossé de la recherche. Les chercheurs doivent pouvoir faire en sorte que leurs découvertes ne tombent pas dans l'oubli académique, mais qu'elles servent à sensibiliser la société. La publicité des détaillants montre souvent une famille suisse en harmonie dans une belle ferme, mais la réalité est différente. Les entreprises familiales disparaissent peu à peu et des travailleurs étrangers sont embauchés. Mais ceux-ci sont complètement ignorés dans les publicités. Comment la population peut-elle appréhender la réalité dans de telles conditions? Ce n'est que lorsque la société est informée des conditions de travail et de l'histoire des personnes travaillant dans l'agriculture qu'elle peut faire changer les choses. La société, c'est-à-dire nous, les consommatrices et consommateurs, avons le pouvoir et nous pouvons faire pression sur les politiciens pour qu'ils apportent des changements durables - pour les travailleurs saisonniers comme pour les familles paysannes suisses. •

Mathias Stalder a réalisé cette interview. Il figure dans Vision 2035 en tant que préimpression.

L'intégralité de la thèse de licence de Salome Günter "Pas de récolte régionale - sans main-d'œuvre mondiale" est disponible sous forme de fichier PDF dont le lien figure dans l'article en ligne à l'adresse [www.vision2035.ch/bioreality](http://www.vision2035.ch/bioreality).

## Plus d'informations

Pour le personnel extrafamilial travaillant dans l'agriculture suisse, y compris l'économie domestique. [www.agripuls.ch/fr](http://www.agripuls.ch/fr)

La Plateforme pour une agriculture socialement durable. [www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)

Exigences sociales Bio Suisse: [www.bio-suisse.ch/fr/exigencessociales](http://www.bio-suisse.ch/fr/exigencessociales)

Rapport agricole 2019 [www.agrarbericht.ch/fr/lhomme](http://www.agrarbericht.ch/fr/lhomme)

L'office fédéral de la statistique: Agriculture et sylviculture Exploitations agricoles, emplois et surface utile par canton

## LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DANS LA CONSTITUTION DU CANTON DU TESSIN

LEA FERRARI

Le 19 octobre 2020, le Grand Conseil tessinois a adopté l'initiative parlementaire du Parti communiste pour l'intégration de la souveraineté alimentaire dans la Constitution cantonale par 52 voix pour et 18 contre. Déjà lors de la votation sur l'initiative fédérale en 2018, le canton du Tessin avait réalisé un meilleur score que la moyenne nationale (31,6%) avec 37,3% de votes favorables.

**C'EST CE QUI NOUS A POUSSÉS** à exiger un nouvel équilibre entre les petites exploitations du Tessin et les grandes exploitations des Alpes ou d'ailleurs, entre les petits producteurs agricoles et les grands transformateurs et distributeurs. Nous voulons ainsi promouvoir un rapprochement entre les consommateurs et les producteurs, et des chaînes d'approvisionnement courtes et locales en coopération avec le label tessinois et le travail du Centro di Competenze Agroalimentari Ticinese (CCAT). L'accent est également mis sur les projets pilotes de cantines "0 km" et de fermes pédagogiques, les marchés de producteurs avec des produits typiques, le transfert de connaissances et d'innovations de la recherche à la pratique par le Centro Professionale del Verde di Mezzana et le centre de recherche agronomique Agroscope à Cadenazzo.

**DANS UN DEUXIÈME TEMPS**, toutes ces mesures auront également un impact sur le revenu agricole en permettant d'établir un prix équitable couvrant les coûts de production et accessible à l'ensemble de la population, en rendant la profession plus attractive et en stoppant la perte de terres agricoles. La proposition sera soumise au vote dans les prochains mois. •

Lea Ferrari, députée du Parti communiste au Grand Conseil au Grand Conseil et coordinatrice tessinoise pour la souveraineté alimentaire.

## MOINS DE RÉGLEMENTATION - PLUS DE SUREXPLOITATION

MATHIAS STALDER  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La loi Omnibus a été adoptée par le Parlement indonésien le 5 octobre 2020. Elle permettra de promouvoir davantage l'exploitation minière et charbonnière, les projets d'infrastructure, la production de cellulose et la sylviculture, avec des conséquences dévastatrices pour le climat, la tourbe riche en espèces et les forêts tropicales humides, ainsi que pour les droits du travail.

Selon le journaliste Frans Ari Prasetyo, la Chambre des représentants est composée à 55% de représentants de l'oligarchie économique ayant des participations dans des entreprises de plantation et d'exploitation minière. Sur le plan constitutionnel, la Cour constitutionnelle et la Commission anti-corruption sont encore affaiblies. Les nouvelles clauses agricoles permettent de confisquer des terres et des biens sans verser une compensation adéquate aux propriétaires. La durée d'utilisation de ces terres confisquées passera de 30 à 90 ans. Déjà 25 magnats (à la tête de 25 groupes d'entreprises) contrôlent 16 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile. La loi Omnibus péjore encore les droits aux vacances et à la sécurité sociale (y compris les retraites). En outre, l'inflation et le coût de la vie ne sont plus pris en compte lors de la fixation du salaire minimum. Les employés peuvent désormais être embauchés pour une durée indéterminée, avec des heures de travail supplémentaires sans compensation salariale.

Depuis l'adoption de la loi, des dizaines de milliers de personnes ont lancé une grève nationale afin de demander son abrogation. Les protestations ont continué dans tout le pays, malgré la répression croissante du gouvernement, qui invoque des lois anti-Covid. Pendant les manifestations, 6000 personnes ont été arrêtées. Le gouvernement néo-libéral et autocratique du président Joko Widodo s'appuie sur les intérêts des investisseurs et de l'industrie d'exportation. Les négociations autour de la loi se sont déroulées dans le plus grand secret. Ni les syndicats, ni les associations de protection de l'environnement n'ont eu leur mot à dire. Là-bas comme ici, les mécanismes antidémocratiques d'application des accords de libre-échange sont les mêmes.

Le gouvernement indonésien n'est déjà pas un partenaire fiable, car l'État de droit, la durabilité et les normes sociales sont bafoués: Les petits paysans, les indigènes et les communautés locales sont déplacés, et cela s'accompagne de conditions de travail inhumaines, avec notamment le travail des enfants. La déforestation est effectuée au profit des entreprises énergétiques et alimentaires, sous l'impulsion du libre-échange mondial.

Il n'est pas surprenant que l'accord, avec ses dispositions vagues en matière de durabilité, sans aucune sanction ni option de contrôle et sans aucune juridiction, ait reçu un haut niveau d'approbation, en particulier de la part du monde des affaires. D'autre part, le président de l'Union suisse des paysans, Markus Ritter, ne tarit pas d'éloges en faveur de l'ALE - ses anciennes critiques se sont envolées. Mais nous disons clairement que cet accord met la production nationale d'oléagineux sous forte pression - en concurrence pour le moins cher possible. •

### Aidez-nous à faire du premier référendum

contre un accord de libre-échange un succès.

Le vote aura lieu le 7 mars 2021.

Pour plus d'informations,

consultez notre site:

[www.stop-huile-de-palme.ch](http://www.stop-huile-de-palme.ch)



**LE COURRIER**

**Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant**

**Essai Web 2 mois: CHF 19.-**

[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

**RESPIBOL BOLUS aux plantes**

**Soutien respiratoire**  
veaux, élevage et engraissement

**LGC** LGC SA 026 913 79 84  
LANDING GEN & CO 1627 Vaulruz [www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch)

Uniterre Crésus  
Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation

## ANNONCE

### Cherchons chevrère / fromagère / paysanne

La Coopérative des Chèvres fait partie de la ferme "la Touvière" située à Meinier dans la campagne genevoise. Depuis 2016, la Coopérative élève un troupeau de 60 chèvres laitières bio, transforme le lait de façon artisanale et commercialise le fromage et la viande de cabri en vente directe. Quatre chevrères/fromagères se partagent l'ensemble des tâches en gouvernance horizontale: élevage, fromagerie, commercialisation, production de fourrages, etc. La Touvière est également composée d'une équipe de maraîchères ainsi que d'un boulanger, avec qui nous partageons les locaux, les repas, certaines activités agricoles et des événements culturels. Suite au départ d'un chevrier/fromager, nous sommes à la recherche d'une personne (f/h) souhaitant s'engager avec nous dans ce projet. Le taux d'activité varie selon la saison entre 50-100%. De l'expérience en élevage et/ou fromagerie et une formation agricole sont fortement souhaitées, ainsi qu'une adhésion aux valeurs de l'agriculture paysanne et l'envie de travailler en collectif. Le poste est à pourvoir au printemps 2021.

Dépôt des candidatures avec lettre de motivation et CV par e-mail à [chevre.touviere@gmail.com](mailto:chevre.touviere@gmail.com) jusqu'au 31. décembre 2020.

Pour toute question, écrivez-nous ou téléphonez au 079 215 65 82.. Les Chevrères de la Touvière. Carmen, Sophie, Sophie, Greg [www.touviere.ch](http://www.touviere.ch)

## LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Ruedi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** Laurent Curty 079 508 86 35

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura** 021 601 74 67

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17

**Valais** contact: 078 640 82 50  
Uniterre veut relancer une section

**Deutschschweiz** Mathias Stalder 076 409 72 06

## IMPRESSUM

### Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,  
021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

### Responsables du journal

Ulrike Minkner, [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch)  
Michelle Zufferey, [m.zufferey@uniterre.ch](mailto:m.zufferey@uniterre.ch)

### Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

### Traductions

Michael Huber  
Bureau

### Photographies/ Illustrations

Natalie Bucher 1  
Mathias Stalder 2  
Eric Roset 4,5,6

### Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs  
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26  
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.